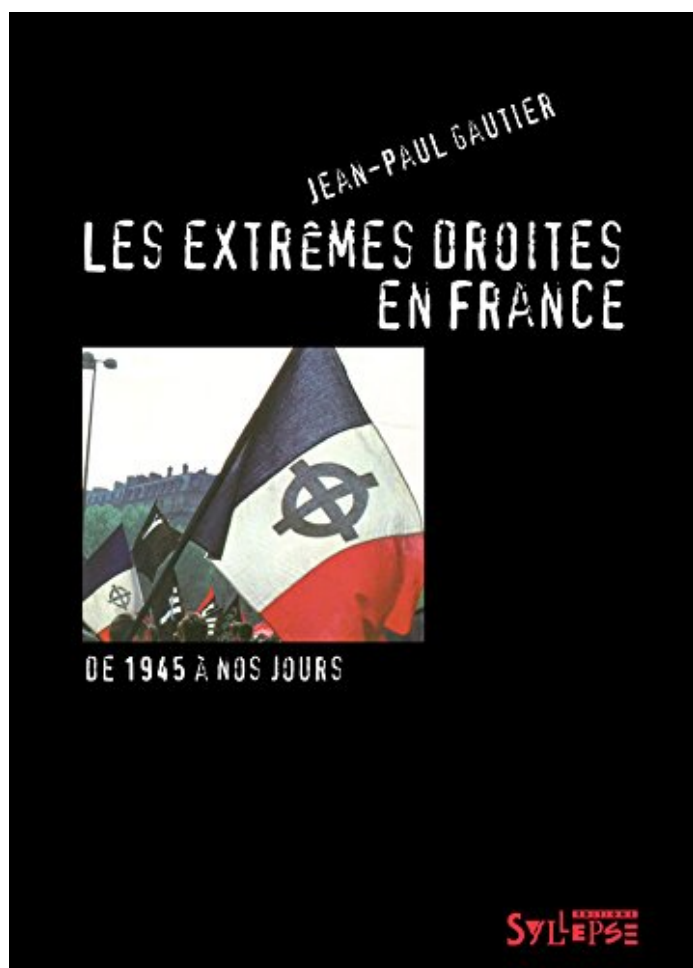


Depuis une dizaine d'années, le Rassemblement National de Marine Le Pen, à travers sa stratégie de « dédramatisation », tente d'effacer des pans entiers de son histoire, en particulier de ses origines. Dans [une série de plusieurs articles](#), Jean-Paul Gautier revient sur différents épisodes et aspects de l'histoire du Front national (devenu Rassemblement national en 2018 sans que rien ne change de son profil politique, stratégique et programmatique). Ce retour propose ainsi une plongée détaillée dans l'histoire du fascisme français, du début des années 1960 à nos jours.

Jean-Paul Gautier est historien des extrêmes droites, auteur du livre *Les extrêmes droites en France, de 1945 à nos jours* (Syllepse, 2017).



Dans les années 1960, Occident a été le principal mouvement d'extrême droite, qui s'est davantage fait connaître par ses actions violentes que par l'élaboration théorique et doctrinale. Avant d'aborder l'histoire mouvementée de cette organisation, il convient de s'arrêter sur la Fédération des Étudiants Nationalistes (FEN), dont la section de Paris a été à l'origine de la création du mouvement Occident.

À Lyon au printemps 1960, en pleine guerre d'Algérie, se tient le 49^e congrès de l'UNEF. La majorité défend un texte favorable à l'ouverture de négociations avec le FLN. La minorité nationaliste du syndicat scissionne et crée, le 1^{er} mai 1960, la FEN avec Fabrice Laroche (Alain de Benoist), François d'Orcival (Amaury de Chaunac Lanzac), Georges Schmelz (alias Pierre Marcenet), Jean-Claude Bardet, Pierre Piochet, Jacques Vernin. La FEN défend un syndicalisme « corpo », entend chasser les marxistes des universités et des lycées, et diffuser le nationalisme français. Le numéro 1 des *Cahiers universitaires*, publication de la FEN, en février 1961 définit la mission des étudiants nationalistes :

« Pour nettoyer la maison [...] les méthodes doivent être révolutionnaires. Les militants de la FEN sont les nouveaux chevaliers de l'Occident. Comme les chevaliers, nous sommes des hommes de fer. Les nationalistes sont et demeureront dans le pays les hommes de fer de l'Occident »[1].

Le Manifeste de la classe 60 devient le texte de référence de la jeunesse nationaliste, matrice d'un nationalisme pur et dur. Charte idéologique et politique, ce texte joue ainsi le rôle de point de repère pour une nouvelle génération de néofascistes d'après-guerre qui rejette à la fois la démocratie et le marxisme. Tous les ingrédients fascistes y sont présents : solution nationaliste, révolution, élite révolutionnaire, union nationale au-dessus des idéologies, des partis, des classes sociales, syndicat corporatiste, culte de la force, primauté d'une élite hiérarchisée, racisme (les éléments « apatrides » doivent être écartés, car il en va de la survie de la civilisation européenne), encadrement politique, intellectuel, social de la nation, appartenance à une ethnie européenne[2].

Le mouvement d'émancipation des peuples colonisés est l'œuvre d'un « complot judéo-bolchévique », car « La révolte des peuples de couleur [...], révolte poussée en sous-main par le communisme et les maîtres de la haute finance et du grand capital apatride »[3]. En octobre 1963, les Cahiers universitaires réclament la suppression du service militaire au nom de la lutte contre le régime, bradeur de l'Algérie française :

« Pas un soldat pour ce régime [...]. Les nationalistes refusent l'armée gaulliste qui a vendu l'Algérie française ».

Une campagne est lancée qui doit déboucher sur une manifestation en novembre 1963 et qui se traduit par un véritable flop et des tensions internes qui provoquent des exclusions et une scission. En 1963, la section de Paris, appuyée par Pierre Sidos, crée le Mouvement Occident. La FEN a connu une brève existence et n'a atteint aucun de ses objectifs. Son échec n'empêche pas l'agitation de l'extrême droite en milieu étudiant, dont Occident va être le fer de lance.

Occident à la sauce Pierre Sidos

Pierre Sidos venait de lancer le Cercle de la défense de la culture française. Ce cercle reprend le nom d'Occident, déjà utilisé. Dès 1950, Philippe Wolf et Jean Varenne créent le Mouvement d'action universitaire et culturel qui, en février, publie le mensuel Occident. Ce groupe a été partie prenante, par l'intermédiaire du Groupe d'étude de lettres de la Sorbonne, du congrès néofasciste de Malmö (Suède) en mai 1951[4]. Occident, à l'origine, est une résurrection du mouvement Jeune Nation des frères Sidos. Il est fortement marqué par Pierre Sidos est ses proches (Patrick Lemaire ou André Cantalaub, qui a travaillé pour la Gestapo à Vichy).

La publicité que va connaître Occident n'est pas due à ses effectifs (jamais plus de 500 militants), ni à sa recherche théorique, mais à son recours systématique à la violence : choix stratégique pour faire parler du mouvement[5]. En 1965, un tract du mouvement le

présente comme « la formation de combat de l'opposition nationale ». Pour Occident, il faut utiliser la violence et les actions commandos contre la gauche et l'extrême gauche et conquérir les facultés. Il s'agit de « briser la terreur rouge à l'Université »[6]. Occident fait sien l'analyse de Carl Schmidt : la politique se réduit au couple ami-ennemi.

En avril 1964 sont déposés les statuts du mouvement. Patrick Lemaire en assure la présidence. La première réunion d'Occident se tient à Paris le 1^{er} mai 1964, avec comme orateurs Pierre Sidos et Gérard Longuet, considéré comme « l'idéologue » du mouvement. Le 8 mai, Occident attaque le meeting anticolonialiste organisé, à la Mutualité, par les étudiants africains dans le cadre de « la journée de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique ». Occident entend « défendre l'Occident partout où il se bat » et ne pas « tolérer les réunions antifrancophones » organisées par un pseudo « comité anticolonialiste »[7].

Dans la foulée, « le fer de lance du nationalisme français » attaque le cinéma Le Savoie où se tient un spectacle co-organisé par l'UNEF et la CGT : « Chansons pour la paix ». Suite à ces actions violentes et à une série d'arrestations, Sidos met, pour quelque temps, le mouvement en sommeil. Occident va refaire surface à l'occasion de la campagne Tixier-Vignancour pour les élections présidentielles de 1965. Il participe au Comité jeune et au service d'ordre dirigé par Roger Holeindre et Jean-Pierre Reveau[8].

Après l'échec électoral de Tixier-Vignancour, Occident, qui l'accuse de déviationnisme, quitte la structure jeune. La guerre des chefs reprend de plus belle, en particulier entre Pierre Sidos et Dominique Venner. Comme le note François Duprat, « la division des nationaux consiste non en une querelle de doctrine mais en une querelle de chefs de mouvements ». Occident se veut essentiellement un mouvement de jeunes : « Le propre de la jeunesse, c'est de remplacer irrésistiblement la gérontocratie : voilà le sens unique de l'histoire »[9].

Ce décalage générationnel et des divergences théoriques (il n'est pas question de reproduire Jeune Nation, même si on adopte la croix celtique) vont provoquer le départ de Sidos qui vient de sortir son journal antisémite *Le Soleil*. Il est suivi, entre autres par Jean-Gilles Malliarakis. [10] Selon François Duprat « les membres d'Occident ne voulaient pas devenir des recopieurs de fiches »[11]. Dans la pratique, Occident est dirigé par le trio Alain Madelin, Gérard Longuet, Alain Robert. Philippe Asselin assure les contacts avec Sidos et la direction du mouvement.

L'équipe Madelin-Longuet-Robert-Asselin prend le pouvoir

En novembre 1965, c'est la rupture officielle entre Sidos et Occident. Exit Sidos, Philippe Asselin devient secrétaire général et François Duprat responsable de la propagande. Asselin fait paraître *Occident-Université*. D'après Duprat, « Philippe Asselin ayant réussi à trouver un peu d'argent pour le mouvement, celui-ci rompit avec Sidos, loua un local et lança *Occident-Université* »[12]. C'est la naissance d'Occident deuxième mouture :

« Le mouvement Occident se trouva alors placé devant un grave problème, ayant lâché Sidos et refusant de faire cause commune avec Venner, il devait,

composé de jeunes militants sans argent, ni contacts valables, s'efforcer de constituer une force politique. Ne pouvant atteindre cet objectif et employer les méthodes classiques, il décida que la violence était le seul moyen à sa portée. Dès lors, le mouvement Occident allait se livrer à d'innombrables actions de commandos qui lui donnèrent une image de marque plus que fâcheuse, celle d'une organisation de matraqueurs sans cervelle »[\[13\]](#).

La direction est assurée par l'équipe parisienne : Philippe Asselin, François Duprat (évincé par Madelin car soupçonné d'être un indicateur), Alain Madelin, Alain Robert, Pierre Barroux, Hugues Leclère et en province Papadacci (sud-est), Jacques Bompard (Languedoc), Floch (est), Bosch (Normandie) et Michel Fichet. Sans oublier Jack Marchal, Claude Goasguen (corpo-droit), Michel de Rostolan, Christian de Bongain (Xavier Raufer), Jean-Jacques Guillet (Sciences-Po), Gérard Ecorcheville, Patrice Gélinet.



La région parisienne enregistre une montée des effectifs. En province, le mouvement existe avec des forces plus ou moins étoffées, dans les principales villes universitaires. Il n'y a pas de véritable chef mais plutôt un esprit de bande, de meute. L'équipe parisienne se retrouve au Relais de l'Odéon au Quartier latin. Contre les risques éventuels de dissolution, Occident crée des structures relais : Occident-Nation, Centre universitaire de documentation et d'information pour la renaissance de l'Occident, Cercle Graziani (couverture pour les entraînements aux sports de combat).

Occident noyaute certaines associations en droit, sciences, médecine et développe des contacts avec Aginter-Press (officine liée aux services secrets portugais), le consulat du Sud-Vietnam, le comité de soutien à la candidature du sénateur américain et ségrégationniste Barry Goldwater et la très réactionnaire John Birch Society (groupe

isolationniste et anticommuniste).

Occident n'a publié aucun programme et sa faiblesse doctrinale est notoire. Historiquement, on peut distinguer deux périodes : l'avant et l'après 1965 (période Sidos et l'après Sidos) :

« Dans un monde où les valeurs les plus anciennes s'écroulent et où de nouvelles « idoles » apparaissent [...], il nous paraît bien vain de vouloir tracer un programme complet et définitif [...]. Notre principal souci est de rester fidèle à une ligne de pensée que je définirai ainsi Barrès, Maurras, Drieu, Brasillach » [\[14\]](#).

Nationaliste, Occident emprunte à Barrès le thème de la terre et du sang. En mars 1965, Occident- Université publie un article aux accents barrésiens :

« Le thème très fort et très coloré de la terre se double à vrai dire de ce qui féconde le sol et de ce qui l'unifie : le sang [...]. Comme il y a une magie du sang et le nationalisme fait appel de façon très profonde aux forces irrationnelles que cela représente. Car elles se justifient au fond par les communautés naturelles qu'elles engendrent ».

Occident veut instaurer une France hiérarchisée, populaire et nationaliste, intégrée dans une Europe unie de tous les pays de civilisation occidentale, un État décentralisé, un régime économique corporatiste, inspiré des théories de La Tour du Pin [\[15\]](#) : les syndicats étant des « architectures organiques intégrées dans l'État ». En 1966, Occident déclare dans l'hebdomadaire *Rivarol* : « Nous sommes un mouvement politique, un rassemblement de jeunes de diverses tendances politiques ».

Occident se proclame révolutionnaire et refuse l'opposition de Gaulle/PCF. En fait, il n'y a pas de véritable doctrine. L'objectif est de parvenir à une révolution nationaliste : « Les nationalistes constituent contre la République maçonnique et ploutocratique, le parti de la Nation française, le parti de la deuxième révolution française » [\[16\]](#). Les rapports entre Occident et les divers groupuscules d'extrême droite sont souvent tendus. Occident leur reproche leur mollesse et leur lâcheté [\[17\]](#).

Adeptes d'Ernst von Salomon, les dirigeants se comparent volontiers aux Corps francs allemands. Les faiblesses du pouvoir face aux mouvements de gauche sont assimilées à la situation allemande de l'après-Première Guerre mondiale : « Il s'agit en premier lieu de forger une élite nouvelle [...]. D'abord révolutionnaire et militante, l'élite nouvelle doit se perpétuer par la sélection des meilleurs éléments de la nation » [\[18\]](#). Adeptes du fascisme, Occident développe un culte de la jeunesse :

« Le nationalisme c'est la jeunesse au pouvoir [...]. La seule force capable de consentir des sacrifices pour reconstruire la nation » [\[19\]](#).

Le racialisme-biologisme et l'idéologie identitaire sont présents dans la grille idéologique du mouvement, qui décèle dans la population « une proportion exceptionnelle du type

brachycéphale hérité de notre lointain passé celtique »[\[20\]](#), et qui défend « l'instinct naturel de la propagation de la race » menacée par la chute démographique, le régime républicain étant « peuplé d'étrangers et d'allogènes ». Il est donc vital de

« faire une distinction selon la race et la religion des immigrants et de préférer l'immigration d'hommes de race blanche et de religion chrétienne [...], de préférer l'immigration européenne à l'immigration allogène »[\[21\]](#).

Après le départ de Sidos, les thèmes racistes sont moins fréquents dans la propagande du mouvement. Philippe Asselin peut ainsi déclarer au *Monde* : « Ni le racisme, ni l'antisémitisme n'ont été des thèmes développés par le mouvement. Nous avons soutenu tous les gouvernements du tiers-monde décidés à repousser l'influence marxiste » et de citer ses anciens camarades d'Occident qui ont fait un passage au Bétar[\[22\]](#).

Ces déclarations n'empêchent pas Occident de voir dans les militants d'extrême gauche, dont « les origines sont définies par le nom [...] une bande de malfaiteurs, au teint olivâtre et aux cheveux crépus [...] une poignée de Slaves et d'Orientaux détraqués » et de dénoncer « le fondement allogène et oriental du communisme » : un remake en somme du complot judéo-bolchévique. François Duprat stigmatise les origines des dirigeants trotskistes de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) :

« Cette attitude peut s'expliquer chez eux par le recrutement ethnique. Vingt-trois membres de leur comité central sur vingt-cinq sont d'origine israélite [...]. Chez ces gens, c'est une monomanie névrotique. On connaît peu les rapports entre les origines ethniques et le recrutement politique. C'est frappant chez les trotskistes »[\[23\]](#).

Rien de nouveau chez les pourfendeurs de la « gangue sémitique », rien qui n'ait été dit et redit par les « penseurs » de l'antisémitisme français. À la fin du 19^e siècle, Edouard Drumont affirmait : « la folie de Marat, c'est la névrose juive »[\[24\]](#).

Occident : défenseur d'Israël et des Américains

À l'opposé de Sidos, antisémite qui ne reconnaît pas l'existence de l'État israélien, qui voit dans les événements de Mai 68 « un complot sioniste antigauilliste » et qui qualifie Occident de « vendu au sionisme », Occident nouvelle formule soutient Israël pendant la guerre des Six-Jours. *Occident- Université* écrit : « Nous affirmons qu'Israël se doit d'exister et de vivre, car le sionisme est la seule issue du brûlant problème des Juifs »[\[25\]](#). Ce qui n'empêche pas Occident, quelques jours avant le début du conflit de préciser qu'il n'a aucune sympathie pour les deux partis en présence, de rappeler que « la bonne conscience universelle n'a pas condamné le bombardement de Dresde et les massacres des colons en Algérie ».

Dans sa version « sidonienne », Occident a diffusé des positions typiquement négationnistes en présentant une édition française des *Protocoles des Sages de Sion* « que nos adversaires prétendent apocryphes, mais qui sont pourtant bien prophétiques »,

dénonçant « l'imposture et l'hypocrisie de nous mettre sur le dos Auschwitz, Dachau, Buchenwald et d'inventer la fable des six millions de morts, alors que les camps (de rééducation, il est vrai) des mines de sel du Caucase, du Vietcong et de l'Algérie benbelliste sont encore présents à notre mémoire »[26].

L'unité du mouvement repose sur l'anticommunisme[27]. En toute logique, Occident défend les régimes autoritaires en Europe (Portugal, Espagne), en Indonésie, et soutient inconditionnellement le putsch des colonels grecs pour « éviter la communisation de la Grèce ou l'installation d'un nouveau Vietnam en Europe »[28]. Occident se range donc aux côtés des Américains et du gouvernement sud-vietnamien : « Les rangers à Hanoï ! ». Dès 1965 le conflit vietnamien et l'intervention des GI's déclenchent un vent de contestation dans la jeunesse américaine. Ce mouvement s'amplifie et gagne certains pays d'Europe occidentale.

La guerre du Vietnam a remplacé la guerre d'Algérie comme thème mobilisateur dans la croisade antimarxiste et la défense de l'Occident d'un côté et de l'autre comme un thème mobilisateur anti-impérialiste. La rhétorique est simple. À la suite de la défaite de la France en Indochine, les États-Unis ont pris le relais et sont devenus le bouclier du camp occidental contre le marxisme, considéré comme le danger numéro 1. Le conflit vietnamien est une guerre que l'Occident ne doit pas perdre, sinon l'engrenage sera fatal et il en va de sa survie.

Ce sont surtout les jeunes issus du baby-boom qui vont occuper le devant de la scène. Cette mobilisation de la jeunesse amène des affrontements, parfois violents, entre l'extrême gauche et l'extrême droite. Dans les années 1960, la guerre du Vietnam est un point de passage obligatoire du processus de radicalisation de la jeunesse. D'un côté, le Vietnam devient l'avant-garde symbolique et les États-Unis l'ennemi à abattre. De l'autre, les États-Unis représentent le dernier rempart de l'Occident face à la « barbarie communiste ».

L'extrême droite et Occident en particulier rejouent la politique d'endiguement initiée par le président américain Harry Truman. La seule méthode contre les marxistes est « l'élimination physique » et « casser du bolcho ». Occident distribue un tract titré « Mort aux bolchévisme » :

« Aujourd'hui les traîtres gaullistes s'unissent à l'URSS au Conseil de sécurité contre la paix occidentale au Vietnam. Depuis vingt-cinq ans, le gaullisme est allié à l'Est contre les défenseurs de l'Occident (LVF, paras, légionnaires, marines). Plus que jamais les nationalistes français poursuivent le combat contre la pourriture démocratique et les valets du bolchévisme. La révolution nationaliste réglera leur compte aux alliés de Moscou comme à ceux de Pékin ! »[29].

L'extrême droite dénonce « les Vietniks » qui collectent des fonds pour la campagne, à l'initiative de Jean-Paul Sartre, « un bateau pour le Vietnam » pour fournir des médicaments à Hanoï. Sur ce terrain Occident n'est pas le seul. Début 1968, Roger Holeindre souhaite réaliser une large unité autour du soutien au Sud-Vietnam. Occident soutient sa démarche et devient, en quelque sorte, l'ossature du Front uni de soutien au Sud-Vietnam. Holeindre a cherché à prendre de vitesse Tixier-Vignancour qui envisageait le lancement d'un Front national anticommuniste.

De nombreux mouvements adhèrent au Front uni[30]. Le Front uni mène la riposte face à l'extrême gauche qui s'est structurée à travers le Comité Vietnam national (CVN) animé en particulier par la Jeunesse communiste révolutionnaire et les Comités Vietnam de base des maoïstes de l'Union des jeunesses marxistes-léninistes (UJCML). C'est l'engrenage de la violence à Paris et en province. Le 7 février 1967 l'extrême gauche encercle la salle de la Mutualité où se tient le premier meeting du Front uni. Il s'en suit des affrontements avec les forces de l'ordre. Deux mois plus tard, les CVB détruisent rue de Rennes une exposition organisée par Holeindre et le Front de soutien au Sud-Vietnam. Occident publie un communiqué vengeur :

« Le secrétariat central vient à l'unanimité de décider qu'à partir de lundi, puisque les marxistes veulent la guerre, ils l'auront. Tous nos militants sont mobilisés. La police a laissé faire les provocateurs marxistes. Tant pis pour elle. Elle n'aura qu'à ramasser, nous les écraserons ».

Le Front uni et Occident reçoivent le soutien des royalistes de la Restauration nationale. Se met ainsi en place une version musclée du « compromis nationaliste » cher à Maurras. Des attaques contre des réunions sur le thème de la paix au Vietnam ont lieu à Paris et en province (Toulouse, Aix-en-Provence). En janvier 1967, à Rouen sur le campus de Mont-Saint-Aignan un commando d'Occident venu de Paris et dirigé par Alain Robert agresse et blesse des militants des Comités Vietnam[31].

L'escalade de la violence

Occident va enclencher l'escalade de la violence ; son principal lieu d'expression est la rue. En aucun cas, la rue ne doit être abandonnée à l'extrême gauche. En juin 1966, *Occident-Université* mettait les choses au point : « ayant déjà acquis le respect sinon l'affection de nos chers aînés vivant dans le souvenir jaloux d'une trentaine de faillites, d'une quinzaine de défaites et d'un nombre respectable de trahisons, nous avons pensé aggraver notre cas en devenant plus méchants ». Les actions de commandos représentent la carte de visite d'Occident et assurent sa notoriété : « Nos ennemis insistent lourdement sur l'aspect militaire de notre service d'ordre »[32].

En 1970, Philippe Asselin, dans un entretien accordé au *Monde* en fait le constat, tout en relativisant la violence du mouvement dont il était un des responsables : « Occident possédait de gros défauts, sa violence en particulier, encore que l'on puisse s'interroger sur le côté relatif de celle-ci, comparée aux activités de la Gauche prolétarienne ». Dans un tract diffusé au lycée Carnot à Paris en 1967, Occident assume totalement l'utilisation de la violence comme moyen politique ayant valeur d'exemplarité :

« Depuis plusieurs années, le mouvement Occident lutte contre le terrorisme physique et moral que font régner, au nom de « leur liberté », les rouges sur la jeunesse française. Par ses actions contre le front rouge, pour l'instauration d'un régime nationaliste et populaire, adhérez au mouvement Occident. LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE NATIONALISTE ».

La spirale de la violence va monter en puissance : actions des commandos d'Occident, riposte de l'extrême gauche. Comme le souligne François Duprat :

« Tant que l'extrême droite a été la seule à aligner des militants armés de pioches, elle a pu compenser l'infériorité numérique par la supériorité du tonus et de l'armement [...]. Cette supériorité allait être totalement annulée par l'apparition dans les mouvements de gauche de véritables commandos plus combattifs et mieux équipés que les organisations d'extrême droite ».

Les principales cibles d'Occident sont culturelles : la librairie La Joie de Lire de François Maspero, manifestations aux cris de « Gloire à l'armée » et perturbations de la pièce de Jean Genet, *Les Paravents* au théâtre de l'Odéon (avec Holeindre et la Restauration nationale) jugée comme « une insulte à l'armée », contre la pièce d'Armand Gatti *V comme Vietnam* à Clermont-Ferrand ; politiques contre des permanences du PCF, contre son siège, place Kossuth, en novembre 1966 pour le dixième anniversaire de Budapest[33], contre des vendeurs de la presse d'extrême gauche, contre le consulat du Nord-Vietnam, contre des réunions contre la guerre du Vietnam, ce qu'Occident qualifie d'«actions anti-Vietcong ».

La cible favorite est le milieu étudiant, les facultés, les lycées et le Quartier latin qu'il faut « démarxiser ». En novembre 1966, à Nanterre, des affrontements violents amènent les organisations syndicales enseignantes (SNESup, SGEN-CFDT) à réclamer l'interdiction d'Occident :

« Un groupuscule de nervis, formé en commando [...] attaque à mains armées [...]. Un tel groupement, dont la seule activité consiste à lancer des appels au meurtre et à préparer des agressions [...] est une association de malfaiteurs »[34].

Occident entend à sa manière « défendre la liberté d'expression » :

« Il reste que les rouges savent qu'ils ne pourront plus en toute quiétude étaler leur complicité envers les pires ennemis de la France et du monde libre »[35].

Après avoir mis à sac des locaux étudiants de la FGEL, Occident annonce son intention de tenir un meeting à Nanterre, alors que deux journées anti-impérialistes sont prévues sur la faculté. L'extrême gauche se mobilise : « Fascistes qui avez échappé à Dien Bien Phû, vous n'échapperez pas à Nanterre ». Devant le risque d'affrontements graves, le doyen Grappin décide de fermer Nanterre. Occident prend acte de la décision des autorités universitaires et affirme « que puisque l'on veut l'empêcher de s'exprimer, il saura prendre la parole s'il le veut sans en demander l'autorisation à quiconque ».

Occident et Mai 68 : il n'y a plus de pilote dans l'avion

Le 3 mai, les étudiants privés de leur base nanterroise se regroupent à la Sorbonne. Occident, emmené par Alain Robert et Alain Madelin, entend « nettoyer la Sorbonne ». Le doyen Roche demande l'intervention de la police qui se traduit par près de 500 arrestations, parmi lesquelles les principaux dirigeants des organisations d'extrême gauche. Des affrontements éclatent avec les forces de l'ordre. Mai 68, qui sera fatal à Occident, vient de commencer.

Lorsqu'éclatent les événements du printemps 1968, l'extrême droite rencontre de graves difficultés internes marquées par les sempiternelles rivalités entre les groupuscules. Complètement dépassée et surprise par le déclenchement de Mai 68, l'extrême droite est incapable d'adopter une position commune et de peser de manière significative sur la situation. On assiste à la disparition quasi totale de l'extrême droite, les chefs étant occupés en bavardages stériles selon François Duprat. Une partie de l'extrême droite sera aux abonnés absents, hésitant entre une participation au mouvement et le ralliement aux partis de l'ordre.

Des militants sont présents sur les barricades, d'autres à la manifestation de soutien à de Gaulle le 30 mai sur les Champs Élysées. Les mouvements semblent impuissants face au développement de la situation. Duprat pose la question du dilemme auquel l'extrême droite est confrontée :

« Fallait-il participer à la lutte contre le régime aux côtés des gauchistes, alors que ces derniers représentaient les adversaires constants des nationalistes sur le terrain ? Fallait-il, au contraire, s'allier au régime pour lutter contre le bolchévisme, alors que le général de Gaulle et son système s'étaient montrés d'une hostilité sans faille à l'égard des nationaux et avaient détruit l'Algérie française ? » [\[36\]](#).

Au début, les dirigeants d'Occident divergent sur la position à adopter. Certains veulent en découdre aux côtés de l'extrême gauche, d'autres, tels Robert et Madelin, sont farouchement opposés à toute participation aux manifestations, prêts à se transformer en supplétifs de la police et à s'allier au régime. Des contacts sont d'ailleurs pris avec le SAC gaulliste via Gilbert Lecavelier [\[37\]](#). François Duprat signale que des hommes « munis de cartes officielles contactent Occident », pour « proposer leur soutien pour une action visant à reconquérir Assas afin d'en faire un abcès de fixation anti gauchiste ».

La faiblesse d'Occident l'empêche de jouer un rôle autonome dans l'un des deux camps. Il lui est impossible d'adopter une position claire. Le 11 mai, Occident publie un tract réclamant « l'amnistie pour les étudiants arrêtés et la mise hors d'état de nuire des meneurs communistes ». Jusqu'à la mi-mai, Occident participe, aux côtés des maigres troupes de la Restauration nationale et de Roger Holeindre. Des heurts éclatent entre Occident et la Restauration nationale. La Restauration nationale cherche à appliquer « le compromis nationaliste » cher à Maurras, c'est-à-dire réaliser l'unité la plus large, alors qu'Occident entend radicaliser les manifestations en défilant sous une banderole frappée de la croix celtique et réclamant « La France aux Français » signée Edouard Drumont.

Les principaux slogans scandés lors de ces manifestations sont : « Sauvageot au poteau ! », « Expulsez Cohn-Bendit ! », « Libérez la Sorbonne ! ». Occident se joint à la manifestation

appelée par le Front national anticommuniste de Tixier-Vignancour, le 20 mai de La Madeleine à Saint-Lazare[38]. Ces manifestations sont cataloguées par Duprat de « rallyes sans intérêts, sans débouchés politiques ». Le 22 mai, Occident attaque le siège de L'Humanité et veut marcher sur le Quartier latin. Après l'échec de son commando sur Sciences-Po, le mouvement disparaît des radars jusqu'au 30 mai. Ce jour-là, certains de ses membres, noyés dans la masse de « l'immense marée humaine », participent à la grande démonstration gaulliste sur les Champs Elysées. Duprat dénonce cette présence :

« On peut alors assister au spectacle effarant du mouvement Occident, défilant sous un drapeau frappé de la croix celtique en tête, mêlé aux gaullistes dans une foule hérissée de drapeaux à croix de Lorraine ».

Jean-Christian Petitfils souligne, à juste titre, « que le 30 mai scellait, en quelque sorte, la réconciliation des droites, hier encore meurtries et divisées par les nostalgies algériennes[39] ». *La Nation*, organe gaulliste daté du 1^{er} juin, fait part de sa satisfaction : « Il n'était que de voir gaullistes et antigauillistes de la veille, ensemble sur les Champs Elysées, en train d'acclamer le chef de l'État, pour comprendre que quelque chose avait changé ». De Gaulle a sifflé la fin de la récré et le « vieux connétable du déclin », comme le nomme François Brigneau, entend bien rafler la mise lors des élections législatives anticipées des 23 et 30 juin 1968.

Pour une partie de l'extrême droite, le danger est d'être récupéré par les gaullistes : « Combien de nationaux éternels dupés de la politique, Combien de nostalgiques du Maréchal Pétain, Combien de partisans de l'Algérie française, d'épurés de 1944, d'admirateurs de Bastien-Thiry, parmi ces masses humaines qui sauvent de Gaulle sous les drapeaux à croix de Lorraine, [...] spectacle effarant »[40].

Vers la dissolution

Le 4 juin Occident participe à une manifestation d'étudiants gaullistes. Des heurts éclatent entre le service d'ordre de la manifestation et Occident. Après le 6 juin et la reprise en main de la situation par le pouvoir, Occident s'attelle à l'analyse de mai 68 et publie une brochure : « Pour une jeune nation ». Les responsables de la « chienlit » sont ciblés :

« une dizaine d'enragés de Nanterre, la Sorbonne investie par la police, l'Université en grève, les barricades, les facultés, les lycées, les usines occupées, la grève générale ». Conclusion : « Tout nous impose un ordre nouveau, car le système s'est effondré ce mois de mai 68 »[41].

Occident décèle dans les événements de mai 68 un antagonisme jeunes-vieux : « Sur les barricades, une jeunesse animée par la même solidarité des jeunes [...]. Nous vivons en effet dans une gérontocratie où les vieux détiennent tout le pouvoir politique et le pouvoir économique ». Mai 68 ? Une crise politique, de civilisation et des valeurs qui s'expriment par la dénonciation du système politique gaulliste :

« Un pouvoir politique incapable de résoudre des problèmes au mieux de l'intérêt national. Le résultat de dix ans de gaullisme se traduit par la division de la nation en deux camps irréductibles [...]. Dans son fond, cette révolte de la jeunesse est donc la plus saine qui soit. Si la jeunesse veut être constructive, « elle doit déblayer tous ces gravats idéologiques ».

Occident dénonce une prétendue collusion entre l'extrême gauche et le pouvoir gaulliste. Une minorité d'agitateurs d'extrême gauche auraient dirigé la révolte avec la bienveillance des gaullistes « qui voyait en eux presque des alliés dans sa politique anti-américaine au Vietnam ». Deuxième allié de l'extrême gauche selon Occident : les médias, « cet orchestre rouge qui a préparé le terrain de la révolte ». Résultat de cette « machination » et de Mai 68 : « La France est au bord du gouffre ».

Quelques années plus tard, un ex-membre d'Occident, revenant sur l'incapacité de l'extrême droite pendant cette période, en tire la conclusion amère que « la droite a laissé passer sa chance »[\[42\]](#). Le 12 juin, le gouvernement interdit les organisations d'extrême gauche. L'extrême droite, et en particulier Occident, ne fait pas partie de la charrette. René Capitan, garde des Sceaux, ne considère pas ce groupuscule néofasciste comme subversif : « Le mouvement Occident a employé parfois la violence, mais il ne s'est pas dévoilé comme un mouvement subversif »[\[43\]](#).

François Duprat constate qu' « échappant à la dissolution, Occident était en fait en sursis » et Occident aurait donc dû mettre un frein à ses activités. Si à la rentrée de septembre, l'agitation reprend dans les lycées et les universités, le gouvernement pourra donc toujours tenter d'utiliser Occident pour contrer les différents groupes d'extrême gauche. En juillet, Occident tient une conférence nationale et relance les actions violentes : attaques contre le siège du SNESsup, contre le journal *Action*, plasticage de la librairie maoïste rue Gît le Cœur. Le gouvernement prononce la dissolution d'Occident le 1^{er} novembre 1968[\[44\]](#).

Le bilan de la crise a été catastrophique pour l'extrême droite. Les différents groupuscules (sauf la Restauration nationale)[\[45\]](#) voient leurs effectifs fondre comme neige au soleil, ce qui n'empêche pas l'inamovible Maurice Bardèche de juger dans *Défense de l'Occident* que « la fatigue de la démocratie [...] est une des chances les plus sérieuses de tout redressement national »[\[46\]](#).

*

Illustration : Manifestation d'Occident à Paris, le 21 mai 1968. (Photo Claude Champinot. Fonds France-soir. BHVP. Roger-Viollet).

Notes

[\[1\]](#) *Cahiers universitaires*, n° 16, juin-juillet 1963, édito.

[\[2\]](#) *Cahiers universitaires*, septembre-octobre 1962.

[\[3\]](#) *Manifeste de la classe 60*.

[4] En mai 1951, à Malmö, un embryon d'internationale fasciste est mis sur pied qui prend le nom de Mouvement social européen qui tente de coordonner, avec difficultés, l'action d'une quarantaine de mouvements néo-fascistes répartis sur une douzaine de pays. Victime de scissions le MSE est rapidement tombé dans l'oubli.

[5] *Occident-Université*, novembre 1965, « Pierre Sidos parle [...] un des représentants les plus autorisés du courant nationaliste français ».

[6] Tract Occident, 1966.

[7] *Occident-Université*, n°8, 1965.

[8] Alain Madelin a été délégué jeune du Comité TV à la faculté de droit d'Assas et délégué du comité jeune TV du 10^e arrondissement

[9] *Occident-Université*, n° 6, mars 1965.

[10] Malliarakis a dirigé de nombreux groupuscules de la mouvance solidariste : Jeune Nation Solidariste, Mouvement nationaliste Révolutionnaire, Troisième Voie. L'emblème des solidaristes est le trident et leur principal mot d'ordre : « Ni Trust, Ni Soviet ».

[11] Duprat, François, *Les mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, édition Albatros, 1972, p 142.

[12] Duprat, François, op cité, p 141.

[13] Certains de ses membres seront des élus et parfois des ministres de la droite classique : Madelin, Devedjian, Longuet, Guillet, Goasguen, Novelli... D'autres seront des élus du FN : Bompard, Rostolan. Occident est fortement marqué par la jeunesse de ses militants : entre 19 et 25 ans et en 1968, rares sont ceux qui ont dépassé les 25 ans.

[14] Duprat, François, op cité, p 256.

[15] René de La Tour du Pin, un des principaux représentants du catholicisme social en France, « Vers un ordre social-chrétien, 1907 », ouvrage réédité aux éditions du Trident, dirigées par Malliarakis, en 1987. Pour lui, « l'organisation du travail la plus favorable à la paix sociale est le régime corporatif [...] stabilité du régime représentatif dans l'ordre politique », idée reprise par Vichy.

[16] *Occident-Université*, n° 3, mars 1965.

[17] En particulier avec les royalistes de la Restauration nationale. François Duprat (membre de la direction d'Occident) considère que « La Restauration nationale prend des allures des sectes polémiquant à outrance avec les autres tendances de la droite », op cité, p 190-191. Suite à des incidents entre le service d'ordre royaliste et Occident lors de la manifestation de « salut public », place de l'Etoile le 13 mai 1968, la Restauration nationale qualifie Occident de « crétins fascisants ». Cf, Gautier, Jean-Paul, *La Restauration Nationale : un mouvement royaliste sous la 5^e République*, Syllepse, 2002, p 100-101.

[18] *Occident-Université*, n° 3, mars 1965.

[19] *Occident-Université*, n°5, 1966.

[21] Jean-Gilles Malliarakis, *Le Soleil*, n°3, avril 1966.

[22] C'est le cas de Molinar et de William Abitbol.

[23] Il n'est pas le seul sur ce créneau. Patrice Sicard, responsable du secteur jeune de la Restauration nationale s'en était pris, en 1965, à la JCR, dirigée par Alain Krivine, Henri Weber, Daniel Bensaïd, dans une enquête publiée dans *Aspects de la France* le 5 mai 1965, portant « sur la vermine du monde » et consacrée à la mouvance d'extrême gauche. Analysant les divisions et les différents courants, il en arrive à une conclusion qui lui semble rassurante : « Le rapide tour d'horizon des groupes d'extrême gauche au quartier latin est éminemment rassurant : une poignée de Slaves et d'Orientaux détraqués, occupés à se battre entre eux ».

[24] Marat était originaire d'une famille protestante.

[25] *Occident-Université hebdo*, juin 1967. Occident se rattache au courant d'extrême droite, dont certaines figures peuvent être antisémites tout en étant sionistes (Drieu La Rochelle, Lucien Rebatet, Xavier Vallat) t qui ont pris position en Faveur d'Israël pendant la guerre des Six Jours. Actuellement, Marine Le Pen est pro sioniste, alors que Frédéric Chatillon (ex GUD) dissimule son antisémitisme sous un antisionisme dévoyé.

. [26] *Occident-Université hebdo*, n°3, 1964 et n°11, 1965.

[27] C'est toujours l'argument que met en avant Alain Madelin lorsqu'on l'interroge sur son engagement politique dans sa jeunesse.

[28] *Occident-Université hebdo*, 17 mai 1967.

[29] *Jeunesse-Occident*, bulletin lycéen, février-mars 1967.

[30] Occident, Mouvement Jeune Révolution (MJR) et l'Association des combattants de l'Union française (ACUF).

[31] Plusieurs blessés graves, treize inculpations de membres d'Occident, traduits en justice pour « violence avec préméditation ». Alain Robert écope de 10 mois avec sursis, Alain Madelin, Patrick Devedjian et Gérard Longuet doivent payer une amende de 1 000 francs.

[32] Entretien Occident-RTL. 1966.

[33] Manifestation soutenue par *Rivarol*, Jeune Alliance (Tixier-Vignancour), le Mouvement nationaliste de progrès (MNP) de Dominique Venner.

[34] *Le Figaro*, 22 novembre 1967.

[35] *Rivarol*, juin 1967, déclaration d'Occident.

Duprat, François, *Les journées de mai 68 : les dessous d'une révolte*, Nouvelles éditions latines, 1968.

[37] Ex para, ex OAS, Lecavelier rejoint le SAC en mai 68. Il infiltre l'extrême droite. Il sera l'un des responsables du service d'ordre d'Ordre nouveau. Par la suite, il assure la protection de Pierre Sergent (ex dirigeant de l'OAS-Métro, dirigeant du FN. Cf., Audigier,

~~François, Histoire du SAC, Stock, 2003, Ferrand, Serge et Lecavelier, Gilbert, Aux ordres du SAC, Albin Michel, 1982.~~

[38] Occident avait envisagé d'attaquer les piquets des grévistes de la SNCF à la gare Saint-Lazare, cf Duprat, Les journées de mai 68, op cité, p. 157 et suiv.

[39] Petitfils, Jean-Christian, L'extrême droite en France, Que-sais-je, 1988.

[40] Duprat, François, Les journées de mai 68, op cité, p 159-163.

[41] Dans son combat pour l'installation d'un ordre nouveau, l'extrême droite entend tirer profit de l'agitation menée par l'extrême gauche : « Le gauchisme est un don du ciel », Duprat, François, *Les mouvements d'extrême droite*, op. cité.

[42] Bergeron, François, Vilgier, Philippe, *De Le Pen à Le Pen, une histoire des nationaux et des nationalistes sous la 5^e République*, éditions Dominique Martin-Morin, 1982.

[43] *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1968.

[44] Certains de ses dirigeants - Devedjian, Longuet, Madelin - vont se recycler dans la droite institutionnelle ; d'autres comme Alain Robert, Philippe Asselin, Jack Marchal, Jean-Gilles Malliarakis continueront à militer à l'extrême droite (GUD, Ordre nouveau, *L'Élite européenne*, Action nationaliste).

[45] Gautier, Jean-Paul, *La Restauration nationale*, op cité, p 105 et suiv.

[46] *Défense de l'Occident*, octobre-novembre 1970.